

REPUBLIQUE DU BURUNDI



ALLOCUTION DE S.E.M Albert SHINGIRO, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI A L'OCCASION DE LA 79EME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

New York, 30 septembre 2024

Excellence Monsieur Philémon Yang, Président de la 79^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'organisation des Nations Unies,

Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,

Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres, chers collègues,

Distingués délégués, Mesdames, Messieurs, Tout protocole observé,

- 1) C'est un grand honneur et un privilège pour moi de m'adresser à cette auguste assemblée au nom de **Son Excellence Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi**, qui n'a pas pu être avec vous ce matin et qui m'a honoré de le représenter dans ces assises pour y apporter la voix et la position du Burundi sur les défis globaux auxquels le monde fait face aujourd'hui.
- 2) Permettez-moi ensuite **Monsieur le Président**, de vous transmettre les chaleureuses félicitations du Président Burundais pour votre brillante élection à la présidence de la présente session. Votre sagesse, Votre longue et riche expérience politique et diplomatique, votre sens élevé d'écoute et vos qualités de négociateur chevronné sont pour nous le gage de succès de ces assises. Vous pouvez toujours compter sur le plein soutien et l'entière coopération du Burundi tout au long de votre mandat.

- 3) **Monsieur le Président**, votre prédécesseur, Ambassadeur Dennis Francis mérite autant d'admiration et de reconnaissance pour s'être remarquablement investi dans l'accomplissement de sa mission avec brio durant la session que nous venons de clôturer.
- 4) Par la même occasion **Monsieur le Président**, un hommage mérité s'adresse également au Secrétaire général des Nations Unies, **Monsieur Antonio Guterres** pour ses services à l'humanité à travers son action courageuse en cours pour faire des Nations Unies, une organisation proche des peuples malgré le contexte mondial complexe dans lequel il opère.
- 5) **Monsieur le Président**, le thème choisi pour cette session, à savoir « *l'unité dans la diversité pour l'avancement de la paix, le développement durable et la dignité humaine partout et pour tous* » est d'autant plus opportun que le monde que nous vivons aujourd'hui s'achemine à grands pas vers la désunion et la remise en cause des valeurs de paix et de solidarité et de compréhension mutuelle. Une désunion doublée d'un radicalisme de type nouveau qui éloigne les Etats membres de s'accorder sur la manière de s'attaquer aux défis mondiaux dans l'esprit de compromis et de confiance mutuelle.
- 6) En effet, **Monsieur le Président**, aujourd'hui plus que jamais, la plupart d'entre nous agissons comme si nous étions seuls au monde. Comme si les autres n'existaient pas ou ne comptaient pas. La solidarité est devenue une denrée rare au moment même où nous en avons le plus besoin. Or, nous savons que tous les conflits qu'ils soient direct ou de proxy que le monde a connus procèdent de cette même logique : la négation de l'autre ; de ses intérêts, de son identité même, que celle-ci soit culturelle, religieuse ou civilisationnelle. Bref, la perte de la confiance, les tensions autour des positionnements géostratégiques et la désinformation délibérée polarisent les pays et paralysent les sociétés à travers le monde avec un rythme de plus en plus inquiétant.
- 7) **Monsieur le Président**, comme il convient nécessairement en pareil cas, mon pays, le Burundi, condamne fermement tous ceux qui veulent imposer aux autres leurs points de vue, leurs pratiques ou leurs propres valeurs et pensées à travers la diplomatie des muscles et les conditionnalités politiques de l'aide au développement tout en oubliant, **Monsieur le Président**, que le monde est pluriel et que la **différence dans la diversité** constitue une grande force motrice du développement pour la croissance économique et l'épanouissement de nos sociétés.

- 8) Bien comprise à sa juste valeur, la diversité dans toutes ses dimensions est une mine des possibilités, opportunités et inspirations variées. La richesse des points de vue, des expériences et des pratiques apportent une variété d'idées, de connaissances, de la compréhension et l'acceptation de l'autre qui peuvent améliorer de manière significative la capacité d'une société à prospérer, à comprendre les différentes perspectives du monde contemporain dans lequel nous vivons et à vivre ainsi en paix et en harmonie avec son environnement immédiat et lointain.
- 9) Comme vous le savez **Monsieur le Président**, la diversité culturelle et des valeurs constitue un puissant levier pour tisser des liens au-delà des différences. Elle fédère les populations et soutient ainsi la cohésion sociale, la paix, la sécurité et la coexistence pacifique. Malgré cette fonction unificatrice, les vingt dernières années ont été marquées par l'instrumentalisation croissante de la culture et des valeurs à des fins de divisions et de tensions.
- 10) Du fait de sa signification et de son lien intrinsèque avec les populations, la diversité culturelle et des valeurs auxquelles nous tenons ont été, de manière croissante, placée en première ligne des conflits et utilisée comme un outil de division, voire une arme de guerre et par-dessus tout, dominer des sociétés affaiblies, particulièrement dans les régions les plus fragiles dans le monde.
- 11) Cette exploitation égocentrique de la culture et des valeurs a non seulement contribué au prolongement des crises et des conflits, mais également à la privation de l'exercice des droits de l'homme, notamment les droits économiques, sociaux et culturels.
- 12) Aujourd'hui plus qu'hier, combler le fossé entre les cultures, les valeurs et civilisations est urgent et nécessaire pour asseoir la paix, la stabilité, la solidarité et le développement inclusif qui ne laisse personne pour compte.
- 13) **Monsieur le Président**, le monde que nous vivons aujourd'hui a plus que jamais besoin d'une approche consensuelle pour faire face aux défis majeurs comme les conflits qui continuent de faire rage, les catastrophes naturelles et changement climatiques qui s'aggravent, la pauvreté et les inégalités qui sont omniprésentes, la méfiance et les dissensions qui divisent le monde, l'esprit de compromis qui s'effrite, la solidarité internationale en perte de vitesse sans oublier les objectifs de développement durable qui sont très loin d'être atteints.

- 14) S'agissant de son rôle dans la construction d'un avenir meilleur et d'un ordre mondial fondé sur la règle du droit, un monde pacifique, équitable, prospère et solidaire, le Burundi, mon pays, poursuit son ambition de consolider des relations d'amitié et de coopération fondées sur le principe du respect mutuel et de l'égalité souveraine des Etats, l'objectif ultime étant de faire du Burundi un pays un ami de tous et ennemi de personne.
- 15) **Monsieur le Président**, le Burundi est un vrai partisan du **multilatéralisme** où tous les pays ont un rôle à jouer pour faire face aux défis du moment que vous-même **Monsieur le Président** ainsi que le Secrétaire Général de notre Organisation ont déjà évoqué à juste titre. A cet égard, le Burundi s'oppose aux mesures unilatérales imposées par certains acteurs, lesquels mesures peuvent conduire à l'érosion et à destruction des tissus sociaux dans les pays ciblés.
- 16) Quant à la mise en œuvre de **l'agenda 2030 des Nations Unies**, si rien n'est fait pour renverser les tendances actuelles, **Monsieur le Président**, nous nous dirigeons graduellement vers le renoncement de la promesse faite à l'humanité en 2015 dans cette même salle. A seulement six ans de la date butoir, le rapport du Secrétaire Général sur la mise œuvre des **Objectifs de Développement Durables (ODD)** montre clairement que seuls 17-18 % des objectifs sont sur la bonne voie ; près de la moitié ont peu ou modérément progressé, tandis que plus d'un tiers ont stagné ou même régressé. Face à une telle situation alarmante, nous, les peuples, n'avons plus de temps à perdre, agissons ensemble et vite pour sauver la génération future qui nous jugera par nos actes en cas de non action.
- 17) **Monsieur le président**, Il est crucial que la communauté internationale redouble d'efforts pour répondre aux divers besoins et défis rencontrés avec un effort particulier sur les pays se trouvant dans des situations particulières comme les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, dans l'objectif de renverser la tendance et espérer ne laisser personne pour compte comme l'avons collectivement décidé en 2015 à travers l'agenda 2030 des Nations Unies.
- 18) **Monsieur le Président**, au niveau national, le Burundi, comme toutes les autres nations, travaille d'arrache-pied pour améliorer sensiblement la qualité de vie de sa population. Le peuple burundais croit fermement que le seul chemin qui le conduira vers la véritable indépendance politique passe nécessairement par l'indépendance économique, laquelle n'est possible sans la paix et la sécurité.

Pour y arriver, le Gouvernement du Burundi, sous le leadership éclairé du Président de la République SE Evariste Ndayishimiye, s'est engagé à rentabiliser la paix et la sécurité déjà acquis, en mettant en place une vision ambitieuse et réalisable, de faire du Burundi un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060.

- 19) Le but recherché dans ce document de référence étant de construire une Nation caractérisée par le bien-être de la population, une augmentation soutenue de la production et des changements structurels conduisant à l'augmentation de l'espérance de vie, la satisfaction des besoins fondamentaux, ainsi que la réduction du chômage et de la pauvreté dans toutes ses formes, dimensions et manifestations.
- 20) A l'horizon 2040, le Burundi projette d'être un pays paisible, où chacun vit dans des conditions décentes, où personne ne meurt d'une cause évitable, avec une économie compétitive tirée par les secteurs agro-alimentaire et industriel à haute valeur ajoutée et par une exploitation minière au bénéfice de la société, le tout, dans un environnement naturel préservé et avec la prise en compte de la dimension genre et de l'équité.
- 21) Un proverbe africain dit « Si tu veux aller vite, marche seul ; si tu veux aller loin, marchons ensemble ». A travers cette vision, le Burundi a choisi d'aller loin, et ça sera ensemble avec les partenaires et les amis du Burundi.
- Dans cette optique, je m'en voudrais de ne pas saisir cette opportunité **Monsieur le Président**, pour informer cette auguste assemblée que le Gouvernement du Burundi, organise du 5 au 6 décembre 2024, une table ronde à l'intention des investisseurs publics et privés désirant établir des partenariats mutuellement avantageux avec le Burundi dans plusieurs secteurs, y compris l'agrobusiness, l'exploitation minière et les infrastructures de développement. Cette table ronde donnera l'occasion aux investisseurs potentiels de découvrir les nombreuses opportunités d'affaires au Burundi et surtout les richesses minières encore inexploitées que regorge le Burundi, ce petit beau pays au cœur de l'Afrique, pays de lait et de miel, pays de mille et une collines, pays de mille et une opportunités, pays de mille et une beautés naturelles, bref un paradis caché à découvrir au bord du Lac Tanganyika, deuxième Lac le plus profond au monde.

- 22) **Monsieur le Président, en matière de paix et de sécurité**, le Burundi, se rangeant toujours du côté des solutions et non du côté des problèmes, réitère son attachement au règlement pacifique des conflits dans le monde à travers des outils que la diplomatie préventive met à notre disposition, à savoir le dialogue, la coopération, la concertation et la négociation. Vous êtes sans ignorer **Monsieur le Président, Distingués délégués**, que sans la paix, aucun développement n'est possible, de même sans le développement, la paix devient utopique, les deux étant les deux faces d'une même médaille.
- 23) La menace terroriste et les dangers liés à l'extrémisme violent se sont multipliés ces dernières années avec de plus en plus des ramifications aux niveaux local, régional et international. Face à cette menace existentielle, le Burundi s'est engagé à poursuivre et à renforcer sa collaboration avec d'autres nations pour prévenir et lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent à travers sa contribution substantielle dans les opérations de paix et de lutte contre le terrorisme notamment en Somalie, Centrafrique et l'Est de République Démocratique du Congo afin d'accompagner ces pays frères dans leurs efforts légitimes de restaurer la paix et l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de leurs territoires.
- 24) **Monsieur le Président**, la crise climatique s'abat sur la planète sous nos yeux et les solutions durables tardent à venir par manque de financement de l'action climatique à même d'aider les pays du sud global à faire face à la **triple crise planétaire à savoir le changement climatique, la pollution et la perte de la biodiversité**. Le Burundi, tout comme les autres pays de la sous-région est de plus en plus affecté par le changement climatique malgré la faiblesse de sa contribution aux émissions globales des gaz à effet de serre. La fréquence des phénomènes climatiques tels que les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses, l'élévation du niveau lac Tanganyika, est en augmentation. Ces événements perturbent les cycles agricoles, entraînant des pertes de récoltes, l'insécurité alimentaire et la dégradation des écosystèmes locaux. Nous plaidons pour une simplification des délais pour permettre aux pays gravement impactés à recevoir les financements verts pour limiter les effets néfastes du changement climatique sur la mise en œuvre des ODD.
- 25) **Monsieur le Président**, pour apporter sa pierre à l'édifice climatique, le Burundi, tout comme d'autres pays signataires de l'Accord de Paris s'est engagé à travers le document des Contributions Déterminées au niveau Nationale et a intégré la protection de l'environnement, le renforcement de la résilience aux changements climatiques et la sécurité alimentaire dans les Politiques Nationales et dans la vision du Burundi :« Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 ».

- 26) Comme vous le savez, **Monsieur le Président**, les aléas climatiques n'agissent pas seulement sur l'environnement physique; ils affectent également la bonne santé des populations. A cet effet, le Burundi a pris en compte les mesures sanitaires dans le plan d'atténuation des effets du changement climatique et a battu le record dans le récent rapport de l'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique, en s'alignant en tête de liste des pays ayant le plus pris en compte la santé de la population dans leur plan d'atténuation.
- 27) Bien plus **Monsieur le Président**, plusieurs initiatives de protection et de restauration des paysages ont été prises, notamment un vaste programme national de reboisement dénommé « Ewe Burundi Urambaye » « le Burundi couvert en Français », la promotion de l'agroforesterie et le traçage des courbes de niveau avec l'implication de toutes les couches de la population.
- 28) Ensuite vient la question **des droits de l'homme sur la liste des défis à relever**. Pour le Burundi, **la dignité telle que ressortie dans notre thème central**, commence par la promotion et à la protection des droits de l'homme, qui sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés. Mon pays le Burundi croit fermement que les droits de l'homme doivent répondre aux principes fondamentaux d'universalité, de transparence, d'impartialité, de non-sélectivité, de non politisation et d'objectivité ainsi que le rejet de la pratique de deux poids, deux mesures. Les mécanismes spéciaux imposés quelques fois pour réguler la géopolitique dans certaines régions du monde doivent céder la place au dialogue et à la coopération.
- 29) Dans ce cadre, le Burundi doit être traité à sa juste valeur au Conseil des droits de l'homme à Genève et en appelle à certains acteurs d'éviter continuellement de coller à ses épaules des mécanismes spéciaux à caractère politique sans aucune valeur ajoutée sur le plan de la jouissance des droits humains dans toutes leurs composantes. J'encourage à cet égard, les initiateurs de ce type projet, ils se reconnaîtront, de retirer l'initiative d'extension du mandat du soi-disant rapporteur spécial des droits de l'homme au Burundi, car une telle attitude qui vise à réguler la politique intérieure au Burundi engendre des tensions inutiles et surtout évitables entre notre pays et les initiateurs de ce projet politiquement motivé, cynique et immoral.

- 30) **Monsieur le Président**, la question du **multilatéralisme** a fait l'objet d'une attention particulière depuis le lancement de notre session. Après 79 ans d'existence des Nations Unies, le Constat partagé est que malgré ses limites que tout le monde connaît, le multilatéralisme a contribué à apporter des résultats indéniables à certains problèmes mondiaux. L'exemple le plus récent qui montre que le multilatéralisme n'est pas mort et enterré est l'adoption par consensus dans cette même salle, le 22 septembre courant, de notre pacte de l'avenir et ses annexes, un document concis et orienté vers l'action.
- 31) Toutefois, **Monsieur le Président**, malgré ce résultat encourageant, il y a des signes précurseurs de l'affaiblissement progressif de l'esprit de compromis et l'indifférence à l'égard des règles collectives. Dans un monde de plus en plus globalisé, où l'interdépendance est élevée, aucun Etat, si puissant soit-il, ne peut espérer résoudre seul tous les défis auxquels il est confronté. Les Etats doivent préserver et renforcer l'engagement mutuel et adopter une approche plus coordonnée, fondée sur des règles de jeu pour éviter des actions unilatérales qui se manifestent souvent sous forme des ingérences manifestes dans les affaires intérieures d'autres pays en la violation des principes et valeurs véhiculés par Charte des Nations Unies.
- 32) **Monsieur le Président**, s'agissant de la **réforme du conseil de sécurité** dont les négociations sans fin sont devenues élastiques, Mon pays le Burundi, par ma voix réaffirme son attachement à la position commune africaine reflétée dans le Consensus d'Ezulwini". On ne le dira jamais assez **Monsieur le Président**, le système multilatéral actuel affiche ses limites pour assurer avec efficacité la gouvernance mondiale. L'injustice notoire contre l'Afrique, seul continent absent au conseil de sécurité dans la catégorie des membres permanents et moins représentée dans la catégorie des membres non permanents doit cesser. Vouloir pérenniser l'exclusion de plus 1 milliard 200 mille habitants sur la table où se prennent des grandes décisions les concernant est une attitude tout simplement inacceptable.
- 33) **Monsieur le président**, **l'accès à l'information** de manière universelle, équitable et financièrement abordable, ainsi qu'aux infrastructures y donnant accès est également l'un des défis majeurs du temps moderne. Internet se veut être un rapport de rapprochement entre les espaces et les peuples. Toutefois, la toile d'araignée comme on l'appelle privilégie les pays riches quand les pays en développement sont encore faiblement connectés, en particulier en Afrique. Au moment où le monde et les échanges se numérisent de plus en plus **Monsieur le Président**, il devient impératif que l'ensemble des pays ait accès à Internet, y compris l'intelligence artificielle qui est en train de révolutionner le monde.

Le fossé de plus en plus croissant et béant qui existe entre les pays du Nord et du sud global, fait perdre à ces derniers un grand nombre d'opportunités sociales, scientifiques et économiques. **Ne laisser personne de côté** étant un des piliers de l'action onusienne, il est on ne peut plus urgent que ce fossé numérique soit comblé dans l'intérêt légitime des générations actuelles et à venir.

34) Pour conclure, **Excellences, Mesdames et Messieurs**, le Burundi réitère son engagement à œuvrer pour le renforcement de « ***l'unité dans la diversité pour l'avancement de la paix, le développement durable et la dignité humaine partout et pour tous*** »

Je vous remercie de votre aimable attention !